



**PRÉFET
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02420P0144
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Centre-Val de Loire
Officier de la Légion d'honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-111 du 1er octobre 2020 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU l'arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas de la demande enregistrée sous le numéro F02419P0133 relative à la création d'un lycée sur la commune de Hanches (28) en date du 18 octobre 2019, ne concernant que la seule construction du lycée sans intégrer ses voiries d'accès, et ne soumettant pas à évaluation environnementale la création du lycée ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02420P0144 relative à la construction d'un lycée et de ses voiries d'accès ainsi que des nouveaux bâtiments du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) sur la commune de Hanches (28) reçue complète le 28 octobre 2020 ;

VU la décision tacite, née le 3 décembre 2020, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 19 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste à construire rue du bois de Loup à Hanches (28) :

- un lycée qui accueillera entre 1180 et 1360 élèves,
- son aire de stationnement de 6155 m² et de 150 à 200 places,
- et ses voiries d'accès comprenant la création d'un simple tourne à gauche, une voie de liaison et une intersection ;
- un nouveau bâtiment pour le SDIS transféré depuis la commune d'Epernon ;

CONSIDÉRANT que l'emprise foncière du projet s'étendra sur 5,5 ha et que la surface de plancher du projet sera d'environ 16 000 m² ;

CONSIDÉRANT que le projet relève des catégories 6 a), 39°a), 41a)b) et 47 a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet a vocation à augmenter, dans le secteur d'Epernon-Maintenon, les capacités d'accueil dans les lycées publics, actuellement sous tension et à endiguer le départ d'élèves pour la région Ile de France ;

CONSIDÉRANT que les parcelles qui serviront à la réalisation du projet sont classées en zone UL du PLUi de Val-Drouette autorisant la construction d'équipements d'intérêt collectifs publics, tels les établissements d'enseignement ;

CONSIDÉRANT que le site du projet est un site agricole cultivé ; que lesdites parcelles ont été acquises par la Communauté de Communes des portes Euréliennes d'Ile de France ; que la perte de ces terres agricoles liée à la réalisation du projet est limitée et que les parcelles concernées ne présentent pas d'intérêt notable pour le patrimoine écologique ;

CONSIDÉRANT que le projet est localisé en dehors de tout zonage d'inventaire ou de protection concernant la biodiversité et que les investigations botaniques et pédologiques réalisées en mai 2019 ont permis d'exclure la présence de zone humide au droit du secteur ; mais qu'il appartiendra toutefois au pétitionnaire de mettre en œuvre les mesures techniques adaptées pour minimiser les impacts environnementaux de son projet, en particulier la réalisation du défrichement nécessaire à la réalisation des voiries en dehors des périodes de nidification et de reproduction ;

CONSIDÉRANT que la commune de Hanches se situe en Zone de Répartition des Eaux pour les eaux souterraines ; que le projet prévoit la réalisation de forages à usage de géothermie et devra faire l'objet des procédures ad'hoc afin de garantir l'absence d'incidence notable sur l'environnement, l'eau et les milieux aquatiques ;

CONSIDÉRANT que le projet ne se situe pas dans un périmètre de protection de captage destiné à la consommation humaine ;

CONSIDÉRANT que les eaux usées générées par le futur lycée seront traitées par la station d'épuration d'Epernon-Le-Loreau, en capacité d'absorber le surplus de charge générée par l'implantation du lycée ;

CONSIDÉRANT que l'emplacement du projet est soumis à un risque moyen de retrait/gonflement des argiles et qu'il appartiendra au porteur de projet de s'assurer que les dispositions constructives adéquates soient mises en œuvre ;

CONSIDÉRANT que le projet de construction du lycée et du SDIS va nécessiter l'aménagement d'un carrefour sur la RD906 avec la création d'une voie de tourne à gauche, d'une nouvelle voie de liaison entre la RD906 et la rue du bois du loup ainsi que le réaménagement du carrefour existant sur la rue du bois du loup pour raccorder la nouvelle voie de liaison ; que ces aménagements intégreront les modes de déplacement doux ; qu'ils nécessiteront des défrichements sur les zones boisées impactées par leur tracé lesquels feront l'objet d'une procédure de défrichement ;

CONSIDÉRANT que le projet entraînera une augmentation du trafic routier au niveau de l'implantation du site, situé à proximité de zones pavillonnaires, et qu'il conviendra, le cas échéant, de prendre en compte les risques de nuisances et de pollutions sur les habitations environnantes ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires durant les travaux afin de prévenir un éventuel risque de pollution ;

CONSIDÉRANT les objectifs de performance énergétique prévus dans le projet, tels l'objectif d'obtention du label E+C, la possibilité d'avoir recours à la géothermie ; la réutilisation de matériaux présents sur place comme l'utilisation du chanvre et de la paille cultivés sur le site en association avec les terres en place pour la construction de murs, ou également l'utilisation de matériaux de déconstruction provenant de friches industrielles situées à proximité du projet ;

CONSIDÉRANT que le site du lycée, en zone rurale, mais bénéficiant d'une orientation résidentielle et de la proximité du centre ville, favorise la sécurisation des déplacements des lycéens ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'au regard de sa nature, de ses caractéristiques et de sa localisation, le projet n'est pas susceptible d'avoir, sur l'environnement et la santé humaine, d'autres incidences notables que celles qui seront étudiées et précisées dans le cadre des procédures susmentionnées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} :

La décision tacite, née le 3 décembre 2020, soumettant à évaluation environnementale le projet de construction d'un lycée et de ses voiries d'accès ainsi que des nouveaux bâtiments du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) sur la commune de Hanches (28) est annulée.

ARTICLE 2 :

Le projet de construction d'un lycée et de ses voiries d'accès ainsi que des nouveaux bâtiments du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) sur la commune de Hanches (28) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le
Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **M. le Préfet de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;
- un **recours contentieux**, en saisissant le **tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.